

Note d'Orientations Générales de la Direction des Etudes et des Prévisions Financières pour l'année 2009

La Note d'Orientations Générales de la Direction des Etudes et des prévisions Financières pour l'année 2009 constitue un moment important pour dresser le bilan des principales réalisations de la Direction en 2008 et mettre en exergue les principales orientations et chantiers à engager durant l'année 2009. Cet exercice permet de s'assurer d'une programmation maîtrisable et déterminante pour la conduite des projets fédérateurs et métiers menés par la Direction et de donner une visibilité, à court et moyen terme, à l'action de la Direction en matière d'analyse et de prévision économiques.

I- Réalisations de l'année 2008

Dans le cadre des missions qui lui sont assignées, la DEPF a veillé durant l'année 2008 à participer activement aux travaux transverses du Ministère se rapportant notamment à la préparation de la loi de Finances et au Comité de Prévision. Elle a également, au niveau interne, privilégié les travaux à caractère fédérateur. A cet égard, le comité de Direction a validé au début de l'année plusieurs projets fédérateurs mobilisant les différentes structures de la Direction. Ainsi ont été traités, la soutenabilité de la charge de compensation au Maroc, la réforme de la Loi Organique des Finances, le Rapport Economique et Financier de l'année 2009 et le 4^{ème} rapport Genre accompagnant la Loi de Finances. De plus, d'autres projets ont été entamés dont « la réflexion autour des secteurs pro-concurrentielles ».

L'approfondissement de l'analyse économique s'est poursuivi durant l'année 2008 à travers la réalisation d'études portant sur la dynamique de la croissance de l'économie nationale, sur l'analyse des finances publiques et sur l'évaluation de politiques sectorielles et sociales engagées par les Pouvoirs Publics. Les efforts d'amélioration des outils de prévision et de simulation se sont accentués en 2008 confortés par l'affinement et le perfectionnement des systèmes d'information et par la valorisation des ressources humaines.

En effet, afin d'appréhender la **dynamique de la croissance** de l'économie nationale, la Direction a mené en 2008 une réflexion sur les voies d'amélioration de la dynamique de croissance et de l'emploi ainsi que la problématique de la dynamisation de l'investissement, notamment les aspects relatifs à la réglementation des affaires, à la promotion de la bonne gouvernance et à la transparence budgétaire et la lutte contre la corruption.

En matière d'analyse des finances publiques, l'examen de la réforme de la loi organique des Finances a constitué une priorité au niveau de la Direction avant de se pencher sur

l'évaluation de l'orientation de la *politique budgétaire*, l'analyse de l'évolution des dépenses publiques, l'étude de la soutenabilité de la charge de compensation, la réflexion sur les aides publiques directes, l'examen des défis à relever en matière de masse salariale et sur l'actualisation des perspectives à moyen terme de l'espace budgétaire. En outre, la Direction a procédé à l'évaluation des impacts économiques des *dépenses fiscales* et s'est intéressée à l'analyse des impacts économiques de quelques mesures dérogatoires liées à la TVA, à l'analyse de l'impact de l'assujettissement de certains produits de base à la TVA et à l'examen d'une éventuelle réforme de l'impôt sur le revenu.

En matière d'analyse du *système financier* et de la dynamisation de l'épargne, la Direction a procédé à l'analyse de l'évolution de la sphère monétaire et économique et à l'étude de la fiscalité de l'épargne. Dans ce sens, les thèmes se rapportant au système financier ont porté, outre l'analyse des évolutions récentes du marché boursier, sur l'examen de la soutenabilité de la rentabilité des banques et l'analyse des indicateurs de performance du marché monétaire et obligataire et l'étude de l'évolution de leur rôle dans le financement de l'économie, sur l'étude de l'évolution de l'épargne institutionnelle au Maroc ainsi que sur la stratégie de mobilisation optimale à l'épargne privé à long terme.

Dans le cadre de l'évaluation des *politiques sectorielles*, les études engagées par la Direction se sont orientées vers l'analyse de la gouvernance du secteur de l'eau, l'évaluation économique et financière des projets de développement de l'aquaculture et de la pêche artisanale dans le cadre du programme MCA – Maroc ainsi que les premiers éléments de la nouvelle stratégie agricole « Plan Maroc Vert ». De nombreuses études ont également été effectuées et ont concernés les secteurs de l'industrie de l'automobile, de l'habitat, de l'énergie et du Textile-habillement ainsi que la dynamique du secteur des services, notamment l'offshoring et l'audiovisuel. En liaison avec la problématique du développement durable, la Direction a entamé la réflexion, au courant 2008, sur la problématique environnementale, notamment à travers une première esquisse des mesures d'atténuation et d'adaptation du Maroc aux changements climatiques et à travers l'appréhension des effets des mécanismes financiers tel que le MDP comme levier de l'investissement.

La dimension régionale a été également traitée au cours de l'année 2008, à travers des monographies régionales, la cartographie et la typologie des différents systèmes productifs par région ainsi que l'environnement institutionnel qui a servi pour l'émergence des pôles de compétitivité et de la dynamique régionale dans son ensemble.

Par ailleurs, vu la place qu'occupe la *problématique sociale* au cœur des préoccupations de la Direction, l'année 2008 a été marquée par le suivi de l'Initiative Nationale du Développement Humain et sa contribution au renforcement de l'équilibre socio-économique, le pilotage de l'implémentation du programme MCA-Maroc, l'analyse des instruments institutionnels de lutte contre la pauvreté et le suivi de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (gendérisés). En matière d'examen des politiques de développement social, l'accent a été mis sur l'étude d'impact des politiques de l'emploi et sur l'analyse des dépenses publiques d'éducation et de santé.

S'agissant du *suivi de l'environnement international*, les travaux de la Direction se sont articulés autour de l'évaluation des tendances récentes des cours des matières premières agricoles et énergétiques et leurs répercussions sur l'économie nationale et du suivi de l'intégration du Maroc à l'économie mondiale. A ce niveau la Direction s'est livrée au suivi et l'analyse de la notation souveraine du Maroc par rapport à un échantillon de pays émergents,

à l'analyse du comportement du commerce extérieur marocain par devise de facturation et à l'examen des facteurs structurels qui pénalisent la dynamique commerciale régionale.

La Direction a poursuivi également ses travaux portant sur la compétitivité et l'attractivité de l'économie nationale, notamment à travers l'analyse de la compétitivité institutionnelle à l'export et le suivi et l'examen du positionnement du Maroc à l'échelle régionale et mondiale en matière du climat des affaires, de dynamisation de l'investissement et d'attractivité des Investissements Directs Etrangers.

Par ailleurs, visant l'amélioration de la qualité des prévisions et des travaux relatifs au suivi et à l'analyse de la conjoncture économique, la Direction a réactivé, en 2008, les travaux des Comités de Conjoncture et de Prévision, dans le but d'affiner davantage le processus d'élaboration des prévisions au sein de la Direction et d'améliorer les notes de conjoncture.

A l'échelle nationale, la Direction a poursuivi ses travaux de *suivi de la conjoncture économique nationale*, en l'occurrence l'analyse structurelle de la situation économique et financière du Maroc. Elle a en outre soutenu ses efforts d'appréciation de l'impact de certains chocs exogènes sur l'économie nationale, notamment la crise financière internationale et la flambée des prix des matières premières. Ainsi, les travaux portant sur la compétitivité et l'attractivité de l'économie nationale se sont concentrés sur l'analyse de la compétitivité institutionnelle à l'export et sur le suivi et l'examen du positionnement du Maroc à l'échelle aussi bien régionale que mondiale en matière d'environnement des affaires, de dynamisation de l'investissement et d'attractivité des Investissements Directs Etrangers. La compétitivité économique est, quant à elle, appréciée à travers le taux de change effectif réel du dirham, la demande étrangère adressée au Maroc ainsi que le commerce extérieur du Maroc analysé par devise de règlement.

En effet, dans un souci de perfectionnement des *instruments de modélisation et d'évaluation d'impacts*, la DEPF a poursuivi le développement et l'actualisation de la maquette macro-économique annuelle de l'économie nationale en tenant compte des nouvelles données de la comptabilité nationale. Elle a également procédé à la finalisation de la maquette multisectorielle quasi comptable pour l'évaluation des effets de certaines politiques économiques liées à l'impact de la hausse des prix de pétrole sur les prix à la production et à la consommation et a élaboré des maquettes pour l'évaluation des impacts de la crise financière sur l'économie nationale. De même, elle a poursuivi l'amélioration et l'extension du modèle d'équilibre général calculable pour l'étude des impacts budgétaires et macroéconomiques des politiques de formation professionnelle et des programmes de promotion de l'emploi. L'ensemble de ses outils a servi pour évaluer les premiers impacts macro-économiques de la crise financière sur l'économie nationale.

La DEPF a poursuivi également son effort de participation au développement de l'appareil statistique national et de renforcement des échanges entre les Directions du Ministère. Ainsi, dans le cadre du développement du *système d'information*, la Direction a effectué une tournée de redynamisation du projet des échanges d'informations entre les Directions du Ministère, a développé une interface web pour l'accès à la banque de données MANAR-Finances, a élaboré des tableaux de bord macro-économiques et sectoriels et a édité une batterie d'indicateurs sur l'activité économique nationale

Afin de renforcer sa dimension internationale et son professionnalisme, la Direction a continué à explorer les créneaux de *coopération* en s'ouvrant davantage sur son environnement. Elle a ainsi œuvré avec l'UNIFEM pour la concrétisation du processus de

budgetisation sensible au genre. Dans le même sillage, elle a renforcé ses relations avec la Banque Mondiale, notamment, dans le domaine de lutte contre la pauvreté et de l'analyse de la croissance. Elle a également lancé une réflexion sur la possibilité de convention avec l'OCDE dans le cadre du suivi du climat général des affaires. Dans le même registre, la DEPF a œuvré pour le développement de la coopération en partenariat avec les organismes internationaux, notamment la DGTPE et l'INSEE.

Par ailleurs, dans le cadre d'une vision intégrée de l'action du Ministère à moyen terme et en vue de capitaliser les avancées enregistrées dans le domaine de la **modernisation**, la Direction a élaboré son plan d'action stratégique 2008-2010, a consolidé le Plan d'Action de Modernisation du Ministère et a procédé à son évaluation. Elle a également lancé la réflexion pour la mise en place d'une nouvelle démarche de gouvernance du processus de la programmation stratégique à même de repositionner les projets transverses au cœur des préoccupations du Département. Cette action a été confortée par le lancement d'un appel d'offre pour l'acquisition d'un système d'information de gestion et d'évaluation des projets. Ce système qui serait accessible via le site Intranet du Ministère, permettra une redynamisation des synergies entre les différentes directions du Ministère.

De même, tablant sur la **valorisation des ressources humaines**, la Direction a poursuivi le projet relatif à la Gestion Prévisionnelle des Effectifs, des Emplois et des Compétences et s'est penchée sur l'amélioration des procédures de travail en procédant à l'informatisation des procédures et à l'élaboration du plan de formation triennal en vue d'améliorer les compétences des cadres dans les domaines liés aux métiers de la Direction.

II- Orientations stratégiques pour l'année 2009

Déterminée à améliorer son potentiel de proposition et d'éclairage des choix stratégiques du Ministère, la DEPF envisage, durant l'année 2009, de mobiliser davantage ses efforts pour le perfectionnement de ses analyses et examens des politiques économiques et sectorielles et l'introduction de nouvelles approches de prévision et d'évaluation d'impacts, moyennant une démarche fédératrice. Dans ce sens, l'action de la DEPF s'inscrira dans le cadre des orientations stratégiques suivantes :

- ✍ ***L'affinement de l'analyse de la croissance*** à travers notamment l'analyse des retombées des réformes institutionnelles sur la croissance, l'évaluation de l'impact macroéconomique de la hausse du prix des matières premières, l'étude de la dynamisation de l'investissement, etc.
- ✍ ***L'approfondissement de l'analyse des finances publiques***, en l'occurrence la participation au projet de refonte de la Loi Organique des Finances, la réflexion sur l'efficacité des dépenses de compensation, la conduite de la politique monétaire, l'analyse et suivi des dépenses budgétaires, l'analyse d'impacts de la réforme fiscale, l'analyse de la masse salariale publique, l'étude de la dynamisation du système financier ainsi que le diagnostic de l'évolution de l'épargne institutionnelle.
- ✍ ***Le suivi de l'environnement international*** à travers notamment l'analyse et l'évaluation des effets de l'environnement extérieur du Maroc et les répercussions de son ancrage à l'espace euro-méditerranéen sur son développement économique et social, l'analyse de la compétitivité institutionnelle en matière d'exportation et d'attractivité de l'économie nationale, le suivi du positionnement du Maroc au niveau international en matière de compétitivité ainsi que l'analyse de la nature de l'inflation et le suivi de son évolution.

- ✍ ***L'affinement des techniques d'évaluation des politiques sectorielles et des projets publics*** afin de permettre une meilleure appréciation des effets de la crise financière sur les différents secteurs d'activités touchés et un meilleur suivi aux autres secteurs domestiques qui continuent à tirer la croissance. L'analyse des secteurs pro-concurrentiels, l'affinement des études portant sur le développement régional, l'évaluation et l'accompagnement des contrats-programmes, l'analyse des grandes stratégies sectorielles à l'instar du Plan Maroc Vert, le suivi-évaluation du programme MCA ainsi que l'analyse des stratégies d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques constitue une diversité des chantiers engagés en 2009.
- ✍ ***Le suivi et évaluation des politiques sociales***, en l'occurrence l'examen des politiques de développement social, l'analyse des instruments institutionnels de lutte contre la pauvreté, l'examen des politiques de la santé et de l'éducation, l'étude d'impact des politiques de l'emploi, le suivi de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement ainsi que la poursuite de la mise en œuvre de la Budgétisation Sensible au Genre.
- ✍ ***La poursuite du perfectionnement des outils de modélisation et d'évaluation d'impacts*** consiste à développer de nouveaux modèles d'analyse multivariée et des techniques d'étalonnage pour perfectionner les prévisions économiques, à poursuivre les études économétriques et à développer et étendre la maquette macroéconomique de la DEPF.
- ✍ ***Le renforcement de l'échange des données*** et le développement de l'appareil statistique national à travers le développement de protocoles d'échanges d'informations entre les Directions, le développement d'une interface web pour l'accès à la banque de données MANAR-Finances ainsi que l'élaboration et l'édition des tableaux de bord macro-économiques et sectoriels.
- ✍ ***Le renforcement du système de la programmation stratégique*** via l'appropriation de la nouvelle approche de la programmation stratégique basée sur des contrats pluriannuels de performance et le déploiement du système intégré de gestion et d'évaluation de projets au niveau du Ministère qui permet la consolidation, le suivi régulier, la génération des tableaux de bord en temps réel et l'évaluation des réalisations.
- ✍ ***La valorisation des ressources humaines*** à travers la mise en place d'un système pour l'amélioration des procédures de travail, d'un plan de formation, d'une politique de redéploiement, d'un dispositif d'évaluation du personnel de la Direction ainsi qu'à travers une gestion rigoureuse des ressources matérielles de la Direction.
- ✍ ***Le renforcement de la communication*** en vue de développer une culture de partage et de proximité et, ce en améliorant la qualité de circulation de l'information, en contribuant à l'organisation des séminaires et journées d'études au niveau du Département, en organisant des workshops en faveur des cadres de la Direction, en lançant la revue de la DEPF en tant que support des travaux de la Direction, en mettant en place un système de veille informationnelle et en actualisant les sites intranet et internet de la Direction..

A la lumière de ces orientations, Messieurs les responsables de la Direction sont invités à veiller au bon suivi du Plan d'Action Opérationnel tel que découlant des contrats d'objectifs qui traduisent lesdites orientations et à créer les conditions d'une forte implication de l'ensemble du personnel de la Direction dans le cadre d'une approche participative, intégrée et contractuelle.